



L'insertion professionnelle des jeunes : comment les collectivités locales sont-elles engagées ?

Webinaire –Mardi 7 mars 2023

Compte-rendu

Introduction

Les jeunes du Liban ont été sévèrement touchés par la crise économique qui dure depuis près de trois ans. En effet, dès 2018, un rapport de l'Administration Centrale des Statistiques et de l'Organisation Internationale du Travail estimait que le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) s'élevait à 23%, soit le double du taux de chômage national de 11,4%. Suite aux multiples crises, le taux de chômage des jeunes a augmenté à 47,8% en 2022, contre un taux de chômage national de 29,6%.¹ Selon une étude de l'UNICEF, 3 jeunes sur 10 au Liban ont arrêté leur éducation, tandis que 4 sur 10 ont réduit les dépenses liées à l'éducation pour acheter des produits de base comme la nourriture et les médicaments.² Face à la hausse spectaculaire du chômage et l'insécurité croissante de l'emploi, il est plus que jamais nécessaire de soutenir les personnes qui cherchent à entrer ou à revenir sur le marché du travail, et les personnes en emploi qui cherchent à améliorer leurs compétences et à sécuriser leurs moyens de subsistance.

Pour répondre à ces enjeux, dans le cadre du **Fonds de Solidarité pour le Liban**, Cités Unies France et Cités Unies Liban/Bureau Technique des Villes Libanaises ont décidé d'accompagner 9 collectivités locales libanaises au niveau technique et financier dans la mise en œuvre de projets d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes (municipalités de Aley, Arbaniyeh-Dlaybeh, Ghbaleh, Ghobeiry, Qab Elias, Zeitoun, fédérations des municipalités de Arqoub, Hasbani et Qalaa).

¹ Lebanon's youth: Barriers for growth and unfolding opportunities, UNDP, 2022.

² Searching for hope: A grim outlook for youth as Lebanon teeters on the brink of collapse, UNICEF, 2022.

Au vu des actions mises en œuvre dans les 9 collectivités susmentionnées, le quatrième webinaire a été organisé autour de la thématique de l’insertion professionnelle des jeunes : Quelles sont les dispositifs adoptés par les collectivités locales au Liban et en France à ce sujet ? Comment la crise au Liban a-t-elle accentué le rôle des collectivités locales auprès des jeunes ? Quels sont les différents acteurs impliqués et comment favoriser la synergie entre eux ?

Pour répondre à ces questions, Cités Unies France et Cités Unies Liban/BTVL ont organisé un webinaire de partage d’expérience sur cette thématique le 7 mars 2023 de 11h00 à 13h30 (heure libanaise) - de 10h00 à 12h30 (heure française).

Objectifs

Les objectifs de ce webinaire étaient de :

- Partager les retours d’expérience des collectivités locales libanaises sur les actions d’appui à l’insertion professionnelle des jeunes.
- Faire connaître les bonnes pratiques et expériences innovantes en matière de projets de développement local notamment sur la thématique de l’insertion professionnelle des jeunes. –
- Favoriser les échanges entre collectivités libanaises et collectivités françaises en vue de possibles coopérations

Déroulé du Webinaire

Séance d’ouverture

M. Béchir ODEIMI, Président de Cités Unies Liban et Directeur du Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL), a commencé par souhaiter la bienvenue à tous les participants et a rappelé le contexte et l’importance du projet Fonds de Solidarité. Il a vanté l’efficacité de la réponse du programme à la crise au Liban en donnant des exemples d’actions concrètes : l’installation de panneaux solaires à la municipalité de Ghbaleh a par exemple permis le rétablissement de nombreux services (au dispensaire, centre culturel, etc.). M ODEIMI a remercié les partenaires français notamment Mme. Valérie DUMONTET, M. Simone GIOVETTI et Cités Unies France qu’il a présentés comme moteur essentiel de la réussite du projet. Il a enfin déploré la situation alarmante du chômage des jeunes au Liban.

Mme Valérie DUMONTET, Vice-Présidente du Département de l’Aude, et Présidente du Comité des donateurs du Fonds de Solidarité pour le Liban, a rappelé le contexte de l’initiative du Fonds commun par les collectivités françaises pour un montant de plus de 600 000€ en réponse à l’explosion du port de Beyrouth. Elle a souligné la solidarité singulière et les liens forts entre le Liban et la France. La première année a été centrée sur la poste-urgence avec l’aide aux familles et le projet Nafas à Karantina. En cette seconde année, une importance a été accordée aux efforts de maintien de la jeunesse au Liban à travers

l'accompagnement dans la formation professionnelle en coopération avec les municipalités et les entreprises. Ce webinaire vise donc à résumer les accomplissements de ce programme et mettre en évidence les solutions efficaces et les actions de développement. Mme DUMONTET a enfin indiqué qu'il y aura en fin mars 2023 une mission de terrain au Liban pour voir les accomplissements réalisés.

Axe 1 : Les réponses apportées par les collectivités locales libanaises

Mme Rouba ONAISSI, Chargée du projet Fonds de Solidarité pour le Liban à Cités Unies Liban/Bureau Technique des Villes Libanaises a rappelé la structure du programme. Le Fonds a bénéficié à 17 collectivités locales libanaises réparties sur plusieurs régions et a ciblé différentes thématiques (réhabilitation post-catastrophe, éducation, action sociale, insertion professionnelle, etc.). Le Fonds a aussi soutenu les collectivités locales à travers des équipements nécessaires pour la délivrance des services municipaux (ex : panneaux solaires pour la municipalité de Anjar, le jardin public à Qab Elias, le centre de formation à Ghobeiry, etc.). Ce webinaire sera axé sur les actions d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes : 73 personnes ont pu bénéficier d'une formation professionnelle et 10 autres d'un stage en entreprise. Parmi les 83 bénéficiaires, environ 40% sont des femmes et 40 % sont des jeunes de moins de 25 ans. Les formations professionnelles ont été mises en œuvre dans 4 collectivités libanaises (la municipalité de Ghobeiry et les fédérations d'Al-Arqoub, Al-Hasbani et Al-Qalaa) tandis que les stages en entreprises se sont déroulés dans 5 municipalités (Zeitoun, Qab Elias, Ghbaleh, Arbaniyeh-Dlaybeh et Aley).

1.1 Mise en œuvre de formations professionnelles : Capitalisation des leçons apprises

Mme Hwaida TURK, experte en charge du suivi du projet a commencé par aborder l'impact de la crise libanaise sur le développement économique local et les obstacles auxquels les collectivités font face. Pour mener à bien un projet de développement local, Mme. TURK a expliqué la nécessité de l'effort commun des acteurs (institutions publiques, société civile, organisations internationales, etc.). Elle a ensuite présenté la méthodologie suivie tout au long du projet qui s'est étendu d'août 2022 à février 2023. Une unité de concertation citoyenne a été créée dans chacune des 4 collectivités bénéficiaires. Les collectivités ont donc pu choisir elles-mêmes les domaines des formations à implémenter en concertation avec la société civile, et ont été accompagnées pour l'élaboration d'un plan d'action et la mise en œuvre (les thématiques des formations sont l'esthétique cosmétique, la mécanique automobile, l'installation de panneaux solaires, la photographie, le montage et la gestion de réseaux sociaux).

Mme Mira MOKDAD, Coordinatrice de projets à la municipalité de Ghobeiry a rappelé les travaux précédents de la municipalité (centre municipal de formation quasi-gratuite). Elle a aussi expliqué le choix de la municipalité de consacrer sa part du fonds dans la formation technique sur l'installation et la maintenance de panneaux solaires (hausse brusque de la demande, accidents récurrents, etc.). La formation s'est déroulée sur trois phases pour transmettre une vraie compétence aux bénéficiaires. Elle a enfin fait part de sa volonté de continuer dans cette voie d'aide à la formation des jeunes et a partagé

l'exemple du projet du hangar de formation automobile nouvellement installé à Ghobeiry grâce à des aides internationales.

M. Sami SAFADI, Président de la fédération des municipalités d'Al-Hasbani a rappelé la position frontalière de sa collectivité et a déploré l'émigration des jeunes de la région. La fédération a donc choisi une formation sur la mécanique automobile et la réparation d'appareils électriques de chauffage/refroidissement dans l'espoir de garder quelques jeunes dans la région. Deux jeunes formés en mécanique automobile et trois en chauffage/refroidissement ont décidé de s'installer et travailler dans la région à l'issue du programme.

M. Jawad ABOU DEHN, bénéficiaire de la formation « mécanique automobile » a remercié tous les acteurs qui ont permis la réalisation du projet. Il a ensuite souligné l'importance de la démarche dans la région du Hasbani étant donné la faible présence d'experts dans la mécanique automobile et a affirmé avoir acquis des connaissances essentielles. Il suit actuellement un stage supplémentaire avancé pour approfondir ses compétences.

Mme Mariam HIJAZI, agent à la fédération des municipalités d'Al-Qalaa et bénéficiaire de la formation « photographie, montage et réseaux sociaux » a expliqué la démarche suivie et la coopération avec les municipalités membres de la fédération d'Al-Qalaa. Les bénéficiaires étaient des agents municipaux, étudiants universitaires et personnes ayant besoin d'acquérir un nouvel emploi, et venaient de diverses municipalités de la fédération. Elle a expliqué qu'une unité de concertation citoyenne a été créée comprenant des agents de la fédération et représentants de la société civile locale. Mme HIJAZI a indiqué que 21 personnes ont été choisies pour la formation « photographie, montage et réseaux sociaux », notant la grande demande pour les formations dans la région. Le centre culturel de Tebnine qui offre des formations de langue française et la fédération ont aussi pu profiter du projet à travers des équipements. En tant que bénéficiaire de la formation, Mme. HIJAZI affirme qu'elle peut désormais mettre les compétences acquises au profit de son travail dans la fédération d'une part, et augmenter ses revenus en exerçant une activité professionnelle supplémentaire d'autre part.

M. Maan EL-KHALIL, Maire de Ghobeiry a souligné que les initiatives locales sont celles qui peuvent le plus impacter le citoyen dans le contexte actuel. Il a affirmé que la municipalité a accepté un nombre de bénéficiaires supérieur aux capacités initiales du programme tant la demande était forte. Il a expliqué que beaucoup de jeunes travaillaient sans formation et que les programmes de formation étaient de plus en plus demandés et de plus en plus essentiels. Il a aussi rappelé que 30 cours sur différentes thématiques étaient actuellement dispensés par le centre de formation de la municipalité de Ghobeiry et a finalement remercié les partenaires du projet.

M. Marwan DEEB, Directeur de la fédération des municipalités d'Al-Arqoub a rappelé le contexte géographique et social de sa fédération. Le programme a bénéficié à 26 personnes des différentes municipalités membres de la fédération. 60 heures de formation sur l'installation de panneaux solaires et 36 heures de formation sur l'esthétique cosmétique ont été dispensées. Il a expliqué que la formation sur l'installation de panneaux solaires a commencé sur un volet théorique et s'est conclue par des sessions

pratiques en installant des panneaux solaires pour la fédération. Certains jeunes qui ont suivi cette formation ont commencé le travail. En ce qui concerne les bénéficiaires de la formation sur l'esthétique cosmétique, deux ont pu ouvrir un salon de beauté tandis que d'autres travaillent auprès de leur entourage. D'autre part, les pompiers à la fédération ont pu bénéficier du projet à travers un appui en équipements. M. Deeb a finalement noté sa volonté de poursuivre ce genre d'initiatives dans le futur et a remercié les donateurs et l'équipe de Cités Unies Liban pour leur suivi.

1.2 Dispositif multi-acteur impliquant les entreprises locales : Retour d'expérience

M. Bassam BAKI, expert en charge du suivi du projet a présenté le dispositif d'intégration de 10 jeunes dans le monde professionnel à travers un stage de 6 mois en entreprise et son rôle de supervision avec cinq municipalités (Aley, Ghbale, Zeitoun, Qab Elias et Arbaniyeh-Dlaybeh). Il a expliqué que chaque municipalité a établi ses critères de sélection (Aley a préféré donner la priorité aux employés de la municipalité, Arbaniyeh-Dlaybeh a publié une annonce sur les réseaux sociaux, etc.). Les municipalités étaient accompagnées dans le dispositif du choix des participants jusqu'à la mise en œuvre et le suivi régulier. Il a indiqué que des rapports de stage sont en train d'être rédigés et seront bientôt envoyés aux acteurs concernés. M. BAKI a aussi présenté les huit entreprises ayant accueilli les stagiaires dans les cinq municipalités ainsi que leurs domaines de travail.

M. Jihad EL-MOUALLEM, Maire de Qab Elias a rappelé l'existence des instituts techniques dans la ville mais a déploré l'incapacité de la municipalité de couvrir les frais de formation en raison de la crise actuelle. M. EL-MOUALLEM a affirmé que les initiatives de formations des jeunes libanais sont cruciales pour empêcher l'émigration de la jeunesse et le vieillissement de la population en particulier dans un contexte de crise aiguë. Il a finalement remercié les partenaires français dans leur soutien aux municipalités libanaises.

Mme Mariam HAIDAR, Directrice de l'entreprise EDUTEK a présenté son entreprise et a expliqué le dispositif mis en œuvre en coopération avec la municipalité de Qab Elias. Edutek a cherché à mettre en relation les besoins de la municipalité en termes de transition numérique et les capacités des deux stagiaires tout en leur permettant d'acquérir de nouvelles compétences.

Mme Ghofrane BAROUDY, stagiaire à Edutek et agent municipal à Qab Elias a affirmé avoir acquis de nouvelles compétences numériques à travers le stage (réseaux sociaux, Google Workspace, sécurité sur Internet, ...).

Mme Faten ABOU HASSAN, Directrice Générale des Collectivités Locales du Ministère de l'Intérieur et des Municipalités a remercié les différents acteurs et a demandé plus de détails sur le choix des domaines des formations et des stages.

M. BAKI a répondu en expliquant que le choix du domaine de travail a été confié aux stagiaires en adéquation avec leurs projets professionnels et leurs profils.

Mme TURK a rappelé le processus de concertation avec les différentes municipalités participantes. Le choix a donc été établi en fonction des besoins et capacités des municipalités.

Mme ONAISSI a souligné que les projets cherchaient à s'adapter le plus possible à la situation locale.

M. Mazen EL-HALAWANI, Ingénieur agronome à Chouf Soueijani a rappelé l'importance du secteur de l'agriculture et les possibilités d'emploi qui lui sont reliées. Il a évoqué le souhait de voir des formations dans ce secteur et de mettre en valeur des métiers agricoles qui sont devenus de plus en plus rares.

Mme Madjda AMRANI, Chargée de mission de coopération à l'ambassade de France, a demandé plus de détails sur le profil des personnes qui ont dispensé les diverses formations.

Mme ONAISSI a indiqué que les formateurs étaient des spécialistes locaux qualifiés connus et choisis en coordination avec les municipalités et fédérations bénéficiaires selon les thématiques.

M. Charbel RIZKALLAH, stagiaire à l'auberge Beity a présenté son parcours universitaire et professionnel dans lequel il n'a pas pu s'épanouir. Il a donc décidé de se réorienter dans le cadre de ce projet vers le domaine du tourisme à travers un stage dans l'auberge Beity. Il a expliqué que ses activités concernaient principalement la statistique auprès des hôtels et restaurants de Beyrouth et du Kesrouan. Enfin, il affirme avoir trouvé sa voie dans le tourisme et désire y consacrer sa carrière professionnelle.

Mme Reema SCHMEIT, agent municipal à Aley et stagiaire à Jarir Printing a rappelé son parcours en informatique à l'université et au sein de la municipalité de Aley. Elle a donc choisi de faire un stage dans son domaine habituel pour gagner en expérience et en compétences qu'elle peut réinvestir dans son travail dans la municipalité en particulier en ce qui concerne les réseaux sociaux. Elle a aussi exprimé le souhait de voir se développer les projets de formation dans la ville de Aley.

Mme Anita CHRAIM, présidente de « Women's Platform to Lead » a présenté son association et certains de ses projets. C'est dans le cadre de leur projet en coopération avec les municipalités pour le développement local que WPL a embauché la stagiaire Mme Mira DEAIIBES après un entretien. Durant son stage, Mme. DEAIIBESS a travaillé sur le site web de WPL qui répertorie les opportunités pour les municipalités en lien avec la jeunesse.

Mme Pamela FAHED, stagiaire au bureau d'ingénieur Youssef Hosry a rappelé son parcours en génie civil et l'importance de son stage au bureau. Elle affirme avoir visité de nombreux chantiers étant rassurée par le contrat d'assurance qui lui a été offert dans le cadre du stage. Elle a aussi développé d'importantes compétences informatiques et gagné en expérience essentielle pour valider son diplôme universitaire et trouver de l'emploi.

Axe 2 : Le partage d'expérience des collectivités territoriales françaises

Mme Aurélie LE MEUR, Première adjointe à la ville de Chambéry et présidente du groupe pays Liban de Cités Unies France a souligné l'importance de ce webinaire sur la question de l'intégration socio-professionnelle des jeunes en particulier dans le contexte actuel que traverse le Liban. Elle a identifié des points de travail et d'attention dans le but de poursuivre les actions entamées :

- Identifier les jeunes, leurs attentes, leurs besoins et leurs envies
- Susciter leur implication dans la vie publique à l'échelle locale
- Identifier et conforter le réseau impliqué dans l'insertion professionnelle des jeunes (entreprises, ONG, collectivités, etc.)

Cet état des lieux permettrait de structurer et d'approfondir les dossiers de coopération décentralisée franco-libanaise autour de la jeunesse. Le Liban y gagnerait de préserver sa jeunesse et de la faire participer à sa reconstruction en adoptant une approche durable. Mme LE MEUR a rappelé la mission de juin dernier et les liens avec les collectivités libanaises et a félicité les acteurs pour les actions accomplies.

Mme Delphine CHENERIE, Cheffe de projet à la direction Europe/International du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis a rappelé l'engagement de son département pour la mobilité des jeunes et l'ouverture à l'international. Elle a également rappelé la réalité territoriale du département (plus de 130 nationalités et 170 langues parlées). Cette politique se met en œuvre avec la diversification des programmes de coopération et de partenariats internationaux en suivant les thématiques de la transition écologique, l'égalité femmes-hommes, l'émigration et la jeunesse. Deuxièmement, elle a mentionné les fonds européens avec le montage de projets innovants (URBACT, FSE, FEDER). Troisièmement le département soutient des associations engagées sur les questions de l'éducation à la citoyenneté européenne et mondiale et la solidarité internationale. Enfin elle a rappelé la politique jeunesse ambitieuse (insertion professionnelle, ouverture vers le monde et construction identitaire) du département étant donné qu'il est le plus jeune de la France métropolitaine (35% de jeunes de moins de 25 ans).

Mme Laurence GOURVIL, Cheffe du service des relations Internationales à la ville de Rezé (Loire Atlantique) a présenté le dispositif European Solidarity Corps auquel la ville de Rezé est agréée de 2021 à 2025. Elle a expliqué que ce dispositif vise à promouvoir la mobilité des jeunes entre 18 et 30 ans et concerne le Liban en tant que pays partenaire. Une fois la labellisation acquise, une demande de subvention peut être effectuée (la ville de Rezé a reçu 300 000 euros dans le cadre de cette demande par l'Union Européenne). Elle a expliqué que ce dispositif accompagne les jeunes dans une mobilité vers les pays participants et constitue un tremplin professionnel. Le projet concerne différents domaines en relation avec des collectivités territoriales, ONG ou associations.

Mme Mona AKL, Adjointe au maire de Aley a félicité les participants pour le travail accompli. Elle a aussi évoqué d'autres dispositifs pour l'accompagnement des jeunes (le counselling de carrière, etc.).

M. BAKI a indiqué qu'il est un formateur dans le cadre du programme European Solidarity Corps et a rappelé qu'une campagne de labellisation était prévue au Liban pour le mois de juin. Il a terminé sur sa disposition à accompagner tout projet en relation avec le Liban dans ce cadre.

Mme. GOURVIL a affirmé que la labellisation des structures est nécessaire pour le partenariat et la participation au programme. Elle a aussi manifesté sa disponibilité à aider les structures dans leurs démarches.

M. RIZKALLAH a manifesté son intérêt pour participer au programme ESC et a demandé davantage de détails sur les procédures à suivre. **Mme GOURVIL** a expliqué qu'il fallait repérer les structures labellisées en France et manifester sa volonté de participer. Elle a rajouté qu'il aurait aussi intérêt à se mettre en contact avec une structure libanaise labellisée.

Mme LE MEUR a conclu l'axe sur le partage d'expérience des collectivités territoriales françaises en espérant voir l'approfondissement de la coopération décentralisée franco-libanaise dans les temps à venir.

M. Abdelghani RABHI a demandé si ces projets pourraient être pérennisés et élargis avec l'appui des administrations sectorielles.

Mme LE MEUR a répondu que la politique publique sectorielle est effectivement une priorité face à l'enjeu d'impliquer les jeunes dans la reconstruction du pays. Des programmes, financements, modalités, etc. pourraient être identifiés pour développer ce type de projets et structurer un axe de coopération décentralisée liée à l'insertion professionnelle des jeunes.

Mme DUMONTET a indiqué que la question de pérennisation des lignes d'actions autour de la jeunesse sera étudiée lors de la mission de fin mars. Elle a aussi espéré voir se développer des initiatives des collectivités locales libanaise en coopération avec des institutions nationales, indépendamment de l'aide internationale. Mme DUMONTET a ajouté que les financements de la diaspora libanaise pourraient jouer un rôle dans ce type d'initiatives locales.

Séance de clôture

M. Simone GIOVETTI, Chef de service à Cités Unies France a remercié l'ensemble des participants et s'est félicité des actions menées avec réussite dans le cadre du Fonds. Ces actions pourraient constituer une piste pour concrétiser des coopérations futures. Il a finalement mentionné la sortie prochaine d'une vidéo récapitulative et la mission finale avec Mme LE MEUR et Mme DUMONTET.

M. ODEIMI a salué les efforts de Mme ABOU HASSAN malgré la dureté de ses conditions de travail.

Mme ABOU HASSAN a remercié M. ODEIMI pour son travail et son soutien au secteur municipal. Elle s'est félicitée de voir les efforts des élus et agents municipaux porteurs d'espoir pour le pays en particulier en ce qui concerne la jeunesse. Elle a rejoint Mme DUMONTET dans sa volonté de voir s'autonomiser les collectivités libanaise mais elle a rappelé les conditions exceptionnellement difficiles auxquelles ces dernières font face à tous les niveaux (économique, social, etc.). Elle a également remercié tous les bailleurs de fonds pour leur soutien envers les collectivités libanaise en ces temps de crise et manifesté la disposition du ministère à travailler au mieux pour soutenir les municipalités.

Liste des participants

	Institution	Nom	Prénom
1	Ambassade de France au Liban	AMRANI	Madjda
2	Cités Unies France	GIOVETTI	Simone
3	Cités Unies France	LAHOUIRI	Hicham
4	Cités Unies France	LANVIN	Thomas
5	Cités Unies France	SABOT	Mélanie
6	Cités Unies Liban /BTVL	JABBOUR	Alain
7	Cités Unies Liban /BTVL	MENKARA	Sami
8	Cités Unies Liban /BTVL	ODEIMI	Béchir
9	Cités Unies Liban /BTVL	ODEIMI	Houda
10	Cités Unies Liban /BTVL	ONAISSI	Rouba
11	Communauté Urbaine de Dunkerque	GONSSE	Franck
12	Département de l'Aude	DUMONTET	Valérie
13	Département de la Seine Saint Denis	CHENERIE	Delphine
14	EDUTEK	HAIDAR	Mariam
15	Expert- Cités Unies Liban/BTVL	BAKI	Bassam
16	Experte- Cités Unies Liban/BTVL	TURK	Hwaida
17	Fédération des Municipalités d'Al- Arqoub	DEEB	Marwan
18	Fédération des Municipalités d'Al- Arqoub	SLEEKA	Bassam
19	Fédération des Municipalités d'Al- Arqoub	TAHA	Tagharid
20	Fédération des Municipalités d'Al- Hasbani	ABOU TRABI	Linda
21	Fédération des Municipalités d'Al- Hasbani	SAFADI	Sami
22	Fédération des Municipalités d'Al-Hasbani (bénéficiaire de formation)	ABOU DEHEN	Jawad
23	Fédération des Municipalités d'Al-Qalaa	FAWAZ	Ali
24	Fédération des Municipalités d'Al-Qalaa	FAWAZ	Jana
25	Fédération des Municipalités d'Al-Qalaa	FAWAZ	Nour
26	Fédération des Municipalités d'Al-Qalaa	HIJAZI	Mariam
27	Fédération des Municipalités de Chouf Soueijani	HALAWANI	Mazen
28	Fédération des Municipalités de Chouf Soueijani	SHWEY	Racha
29	Fédération des Municipalités de Tyr	BAHER	Hassan
30	Fédération des Municipalités de Tyr	HAMMOUD	Hassan
31	Métropole du Grand Nancy	BONANNO FOUQUET	Joséphine
32	Métropole du Grand Nancy	EL GHAZILI	Mohammed
33	Métropole Rouen – Normandie	RABHI	Abdelghani
34	Ministère de l'Intérieur et des Municipalités	ABOU HASSAN	Faten
35	Municipalité d'Al Ain	YOUNES	Mohamad

36	Municipalité d'Al Qaa	MAKHOLOUF	Christelle
37	Municipalité d'Al Qaa	NADER	Elie
38	Municipalité d'Al Qaa	SAAD	Samer
39	Municipalité d'Al Qaa	TOUM	Abir
40	Municipalité d'Al Qaa	TOUM	Olga
41	Municipalité d'Antélias Naccache	BOU HABIB	Elie
42	Municipalité de Abbassieh	EZZEDDINE	Ali
43	Municipalité de Achkout	CHIDIAC	Christiane
44	Municipalité de Aley	AKL	Mona
45	Municipalité de Ghalboun	GEBRAYEL	Elie
46	Municipalité de Ghbaleh	FAHED	Marie
47	Municipalité de Ghobeiry	EL KHALIL	Maan
48	Municipalité de Ghobeiry	EL MEKIDAD	Mira
49	Municipalité de Hammana	EL BIRY	Laura
50	Municipalité de Hosh Moussa – Anjar	ASHEKIAN	Mireille
51	Municipalité de Hosh Moussa – Anjar	BANBOUKIAN	Jean
52	Municipalité de Jdeideh-Bouchrieh-Sed	SABA	Daisy
53	Municipalité de Jdeideh-Harhraya-Qattine	MATAR	Ayoub
54	Municipalité de Jounieh	HOKAYEM	Elie
55	Municipalité de Kafra	EZZEDDINE	Youssef
56	Municipalité de Nakhleh- Haret El Khasseh	MALKOUN	Jean
57	Municipalité de Qab Elias- Wadi el Delm	CHOKER	Ahmad
58	Municipalité de Qab Elias- Wadi el Delm	EL MOUALLEM	Jihad
59	Municipalité de Qab Elias- Wadi el Delm	NADER	Maher
60	Municipalité de Saida	EL BABA	Mohamad
61	Municipalité de Tripoli	EL HAJJ	Bassel
62	Municipalité de Tripoli	HANNA	Joelle
63	Municipalité de Zahlé - Maalaka et Taanayel	ABOU YOUNES	Antoine
64	Municipalité de Zeitoun	HALLANI	Roula
65	Municipalité de Zeitoun	DEAIBES	Fawaz
66	Municipalité de Zgharta Ehden	KANDALAFT	Josiane
67	Municipalité de Zgharta Ehden	TAYOUN	Ghassan
68	Région Centre-Val de Loire	MERCURI	Anne-Catherine
69	Stagiaire - Municipalité de Arbaniyeh Dlaybeh	EL KHOURY	Joe-Charbel
70	Stagiaire - Municipalité de Arbaniyeh Dlaybeh	RIZKALLAH	Charbel
71	Stagiaire et agent - Municipalité de Qab Elias	BAROUDY	Ghofrane
72	Stagiaire -Municipalité de Zeitoun	FAHED	Pamela
73	Stagiaire -Municipalité de Zeitoun	DEAIBESS	Mira
74	Stagiaire et agent municipal-Municipalité de Aley	SCHMEIT	Rema
75	Stagiaire et agent municipal-Municipalité de Aley	ZAHALAN	Ola
76	Stagiaire-Municipalité de Ghbaleh	KHAIRALLAH	Charbel

77	Ville de Chambéry	LE MEUR	Aurélie
78	Ville de Marseille	ESSABRI	Basma
79	Ville de Marseille	GINOUVES	Dominique
80	Ville de Rezé	GOURVIL	Laurence
81	Women's Platform to Lead (WPL)	CHRAIM	Anita

